les dossiers d'AGROPOLIS INTERNATIONAL

Compétences de la communauté scientifique

Sociétés et Développement Durable

Apport des sciences sociales

Numéro 7

Numéro 7

Plate-forme pétrolière en Mauritanie

G. Magrin © Cirad

Activités extractives : impacts sur les ressources renouvelables, la gouvernance, l'économie, les sociétés et les territoires

Des études ont été menées ces dernières années par des chercheurs du Cirad sur les cycles longs des activités extractives et l'évolution des stratégies des firmes, des Etats et de la société civile, de même que sur les modalités du dialogue et de la négociation, leur potentiel et leurs limites. Ces travaux ont eu notamment pour objets les impacts des activités extractives en Nouvelle Calédonie (nickel) et en Guinée (fer), l'élaboration du Plan de développement régional de la zone pétrolière au Tchad, dans le cadre de projets soutenus par la Banque mondiale, ou la construction d'une plateforme de dialogue sur les activités pétrolières et gazières en Mauritanie, sous l'égide de l'IUCN.

Depuis 2007, un processus de capitalisation de ces expériences —individuelles ou collectives— s'est engagé, et plusieurs thèses ont été entreprises. Deux séminaires ont été organisés sur le thème de l'accompagnement des processus de développement territorial autour des activités extractives par des équipes du département Environnement et sociétés du Cirad (UMR Tetis, UMR Moisa, UPR Arena). Ils ont permis de réunir cette communauté jusqu'ici informelle de chercheurs intéressés par la problématique de l'impact des ressources non renouvelables (mines, pétrole, gaz) sur les ressources renouvelables, la gouvernance, l'économie, les sociétés et les territoires. La première rencontre (mars 2007) a permis une présentation des différentes expériences. Le second séminaire (septembre 2007) s'est ouvert à d'autres institutions (BRGM, université de Paris 1/ Panthéon-Sorbonne, Commission Seaprise de l'UICN, Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA) de l'université du Québec à Montréal, université de Brasilia, Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) basée à l'université de Quito, etc.).

Les échanges ont montré à quel point, dans nombre de pays du Sud ou de l'Outre-mer français, les activités extractives constituent des catalyseurs des changements dans la relation nature / acteurs – sociétés / espaces, à différents niveaux d'échelle ou d'organisation. Ces analyses ont également incité à enrichir la comparaison entre les activités extractives et le domaine des ressources renouvelables (agro-industrie, exploitation forestière, pêche, etc.). Car les questions de leurs impacts économiques, sociaux, politiques et environnementaux se posent sous des formes proches dans les différents secteurs. De même, les enjeux liés au partage des revenus et les possibilités de mettre en oeuvre des régulations plus efficaces méritent d'être explorés de manière plus approfondie. La question de la déontologie de la recherche est explicitement abordée, alors que nous intervenons dans des contextes marqués par de fortes asymétries entre acteurs, et à propos d'activités pour lesquelles les enjeux économiques et financiers sont considérables.

Un réseau multi-acteurs (chercheurs, ONG, firmes, décideurs publics, étudiants) d'échange d'informations et d'analyse, intitulé Narma *(Network for Applied Research on Mining, Oil and Gas Activities)*, a été créé. Il est ouvert à toute personne intéressée acceptant le jeu du dialogue.

Contacts : Geert van Vliet, geert.van_vliet@cirad.fr
Géraud Magrin, magrin@orange.sn